

Juan Guaidó Marquez

Sauvons le Venezuela ensemble !

Le président par intérim autoproclamé du Venezuela appelle à la formation d'un gouvernement d'urgence nationale afin de convoquer des élections libres et de définir un plan de sauvegarde du pays

Selon les Nations unies, plus de 9 millions de Vénézuéliens souffrent actuellement de la faim. La crise migratoire en cours constitue l'exode le plus important de l'histoire contemporaine, après celui de la Syrie. Plus de 5 millions de personnes ont quitté le pays depuis 2014. Pendant ce temps, la dictature criminelle de Nicolas Maduro, impliquée dans le trafic de drogue et le terrorisme [selon la justice américaine], sourde à la crise socio-économique et au désastre sanitaire, refusait les dons internationaux de nourriture et de médicaments, condamnant nombre de ses concitoyens à mourir. Même en pleine pandémie de Covid-19, ce régime ne souhaitait pas accepter l'aide internationale.

Ma priorité est de mettre fin à la souffrance du peuple vénézuélien le plus rapidement possible. Nous, les Vénézuéliens, ne méritons pas de mourir de faim ou à cause d'une pandémie. C'est pour cette raison que nous avons réussi à faire en sorte que le régime laisse entrer dans le pays l'aide humanitaire de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) pour s'attaquer au Covid-19, et nous remercions la com-

munauté internationale qui a beaucoup œuvré en ce sens.

Ceci démontre pleinement notre volonté politique de trouver des solutions adaptées aux problèmes des Vénézuéliens. Nous sommes déterminés à mettre fin à cette grave crise en rassemblant largement ceux qui, comme moi, ont chevillés au corps les intérêts du peuple vénézuélien, celui resté au pays comme celui de la diaspora.

La solution ne peut être que politique

Toutefois, la réalité est la suivante : une narcodictature s'est saisie des institutions et confisque tous les pouvoirs au Venezuela. Effrayé et intimidé, le régime de Nicolas Maduro n'a ni la capacité ni l'intention de mettre fin à la crise économique, sociale, sanitaire et politique dont il est lui-même responsable.

Je dirige un gouvernement par intérim reconnu par plusieurs pays, dont la France, par le Parlement national et par la société civile. Afin de parvenir à un dénouement de crise et à trouver une solution structurelle, nous proposons qu'un gouvernement national d'urgence voie le jour. Ce gouvernement compterait avec la participation de tous les sec-

teurs politiques et sociaux du pays. Il exclurait toute personne impliquée dans des violations aux droits humains. Ce gouvernement national d'urgence serait principalement chargé de résoudre la situation humanitaire, de garantir la séparation des pouvoirs et de générer les garanties nécessaires pour la tenue d'élections législatives et présidentielles libres, justes et transparentes.

Mais la solution définitive ne peut être que politique. Les déclarations de Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, lors de la conférence des donateurs en solidarité avec les réfugiés et les migrants vénézuéliens tenue en mai, vont dans ce sens. Selon le ministre Le Drian, la communauté internationale doit redoubler d'efforts

pour créer les conditions nécessaires à une solution politique au Venezuela.

Nous appelons la communauté internationale à être particulièrement vigilante sur les efforts de Nicolas Maduro pour mettre définitivement fin à la démocratie au Venezuela. Il compte en effet organiser de nouvelles élections législatives cette année. Ces élections, à l'instar de celles de 2018, promettent d'être une nouvelle mascarade. Il ne s'agira en aucun cas d'un processus électoral libre et équitable.

Premièrement, les principales forces politiques ont été déclarées illégales et leurs dirigeants sont emprisonnés, en exil ou déclarés politiquement inéligibles. Deuxièmement, il n'existe pas de registre électoral fiable qui puisse garantir le droit de vote à tous les Vénézuéliens à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Troisièmement, le régime empêche toute observation électorale internationale. Enfin, l'autorité compétente en matière d'élections, le Conseil national électoral, n'est pas neutre. Il n'est pas garant de la bonne tenue ou de la transparence des élections.

Mon gouvernement, et les principaux partis politiques vénézuéliens qui y sont représentés, ont toujours encouragé et continueront à encourager la tenue d'élections libres afin de rétablir la démocratie au Venezuela. Nous sommes donc en faveur de la tenue d'élections dans le pays en 2020, à condition qu'elles soient organisées en toute transparence, selon le cadre juridique prévu par notre

Constitution, et à condition que les élections présidentielles exigées par la Constitution depuis 2018 soient aussi célébrées. En accord avec toutes les parties, des observateurs internationaux doivent également pouvoir veiller librement sur le scrutin.

Nous sommes bien conscients que le régime de Nicolas Maduro n'a pas la volonté politique, ni la volonté humanitaire, de donner au peuple vénézuélien la possibilité de voter lors d'élections transparentes, libres et équitables. Nous réitérons donc que la seule façon de mettre fin à cette crise sans précédent est la formation d'un gouvernement national d'urgence qui se chargerait de convoquer ces élections libres et de mettre en œuvre un plan de sauvegarde du pays.

Nous devons sauver ce Venezuela, qui a été gravement touché par la misère et la corruption, et nous devons le faire avec la participation de la plus grande représentation de la nation. Voilà la seule ambition du gouvernement par intérim : reconstruire le Venezuela ensemble. Ne nous décourageons pas et continuons à travailler avec toute notre bonne volonté pour sauver notre peuple et notre pays. ■



**LA RÉALITÉ EST
LA SUIVANTE : UNE
NARCO-DICTATURE
S'EST SAISIE
DES INSTITUTIONS
ET CONFISQUE
TOUS LES POUVOIRS
AU VENEZUELA**

Juan Guaidó Marquez est reconnu comme « président par intérim » de son pays par les Etats-Unis, la France et plus de cinquante pays